

Au moins 40 femmes sont violées chaque jour en RDC, soit plus d'une femme toutes les heures, selon un rapport rendu public mardi 8 octobre à Kinshasa par la ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfant, Geneviève Inagosi.

Le document élaboré avec l'appui du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) rapporte plus de 29 000 cas de violences sexuelles enregistrés de 2011 au 1er semestre 2013. Pour la ministre, «une bonne sensibilisation à travers les médias» peut aider à prévenir ces violences sexuelles. De son côté, la Monusco assure que la lutte contre les violences sexuelles sont une priorité pour elle. Elle plaide pour la « tolérance zéro ».

Les informations contenues dans ce rapport concernent 7 provinces : Bandundu, Bas-Congo, Katanga, Province-Orientale, Kinshasa, Nord-Kivu et Sud-Kivu.

La province la plus touchée reste celle du Nord-Kivu, avec 4 689 cas de violences sexuelles en 2011, plus de 7 075 en 2012 et 3 172 au premier semestre 2013. A en croire le rapport, l'accroissement des cas est lié à la situation de conflit dans laquelle se trouve cette province.

Elle est suivie par le Sud-Kivu et la Province Orientale, deux régions où sévissent de multiples groupes armés accusés de plusieurs crimes, dont des violences sexuelles.

Selon la ministre du Genre, ces violences sont commises notamment par des groupes armés, des milices et des civils. 59 % de cas restent inconnus et la majorité des victimes ont moins de 18 ans.

Au cours de la présentation de ce rapport, la ministre Inagosi a déploré que des cas de violences soient rapportés même dans les zones épargnés par les conflits armés.

«C'est pour vous dire qu'il y a certaines pratiques qui expliquent cela. Nous devons travailler en synergie. Avec une bonne sensibilisation à travers les médias, je pense que nous pouvons prévenir les violences sexuelles», a-t-elle affirmé.

La présentation de ce rapport s'est déroulé en présence notamment de la ministre de la Justice, Wivine Mumba, et du secrétaire général adjoint de l'Onu chargé de la question des violences sexuelles en zones de conflits, Zainab Hawa Bangura.